

Mouvement ouvrier et République (1830-1944)

De nos jours, la République est devenue familière, banale même pour les Français. On n'imagine guère qu'un autre régime politique lui soit substitué, même si on n'exclut pas que les institutions républicaines puissent être modifiées pour en renforcer le contenu démocratique et social. Longtemps, la République fut, au mieux, l'espoir d'une minorité, alors que les forces ouvrières, faibles et éparses, cherchaient à tâtons à se définir par rapport à la vie politique légale dont elles étaient exclues. Ce texte entend examiner le cheminement du mouvement ouvrier qui, sans cesser d'évoluer, participe à la conquête républicaine, puis s'inscrit dans le régime républicain, tout en le contestant à l'occasion et, par là, devient peu à peu une réalité incontournable de la vie nationale.

(1) Pour un aperçu d'ensemble du monde ouvrier pendant cette période, voir la grande synthèse dirigée par Willard (Claude), *La France ouvrière, Edition de l'Atelier, 1995, 3 tomes.*
(2) Moissonnier (Maurice), *La Révolte des canuts, Lyon, novembre 1831, Editions Sociales, collection « Problèmes/Histoire », 1975. Ces canuts n'étaient pas tous des prolétaires, puis, pour une part, ils possédaient des métiers. A côté d'eux, les « compagnons » ouvriers qualifiés se rapprochent davantage de l'ouvrier moderne.*

Le cheminement du mouvement ouvrier dans la conquête républicaine n'a que peu été étudié, malgré une littérature pourtant très abondante sur le sujet⁽¹⁾. Le cas français, sans être exceptionnel, revêt pourtant une vraie spécificité puisque dans la plupart des pays européens, le combat pour la République n'a pas été central – ou du moins pas au même degré – pour la vie politique. Et l'on peut se demander si cette spécificité française a été une aide ou, au contraire, un obstacle pour le mouvement ouvrier. Retracer ce cheminement exige d'autre part des précautions de méthode.

Tout d'abord, on se gardera de croire que les démarches qui caractérisent les plus avancés des militants ou des leaders sont significatives de l'état d'esprit de l'ensemble des classes ouvrières et on tentera de privilégier l'histoire vue d'en bas. D'autre part, examiner le rapport du mouvement ouvrier à la République implique que l'on distingue les différentes acceptions de ce terme : République espérée ou République existante ? République libérale, démocratique ou sociale ? Entre le mouvement ouvrier et la République, on ne peut ignorer non plus un troisième intervenant, cette sorte d'interface entre les deux que constituent le socialisme et le communisme avant 1848, puis après 1920, et dont la présence active complique singulièrement la question.

Enfin, on distinguera par nécessité trois grandes périodes : celle où la République n'est qu'une espérance ou une réalité fugitive, entre 1830 et 1870 ; celle où elle devient une réalité institutionnelle durable, entre 1870 et 1914 ; celle de la guerre de 1914 et de la révolution soviétique, qui ouvrent une troisième période de mutations accélérées jusqu'à la fin des années 1930. A l'intérieur de ces périodes, on mettra en lumière d'autres inflexions moins décisives. Après cette date, face à la progression des fascismes à l'échelle internationale et, en France, grâce au Front populaire, le rapport du mouvement ouvrier à la République se transforme durablement. On entre vraiment dans l'époque contemporaine.

Face à la conquête républicaine (1830-1870)

Les débuts de la monarchie de Juillet constituent, à un double titre, un moment hautement significatif. C'est d'abord la période où, pour la première fois et grâce à l'insurrection des canuts lyonnais de novembre 1831⁽²⁾ (mais pas seulement, puisque l'agitation ouvrière est continue et générale de 1832 à 1834 et rebondira à partir de 1839), le mouvement ouvrier échappe à la routine de la surveillance ou de la répression policière ou patronale des grèves ordinaires. Il apparaît alors comme une réalité attirant l'attention de toute la nation.

On connaît la fameuse analyse du journaliste Saint-Marc Girardin qui, à la suite du mouvement de Lyon, compare, dans le *Journal des débats*, la « menace » que représentent désormais les ouvriers à celle des « barbares » du Caucase ou des « steppes de la Tartarie ». Mais retenons plutôt, du même auteur, cet appel à l'union de toutes les tendances politiques contre le danger social : « Il ne s'agit ici ni de république, ni de monarchie, il s'agit du salut de la société. On peut fort bien aimer mieux un président électif qu'un roi, mais ne pas vouloir cependant que la société soit mise sens dessus dessous et que la queue prenne la place de la tête [...] La démocratie prolétaire et la république sont deux choses fort différentes. Républicains, monarchistes de la classe moyenne, quelle que soit la diversité d'opinion sur la meilleure forme de gouvernement, il n'y a qu'une voix pourtant sur le maintien de la société. »⁽³⁾

Les républicains les plus avancés de cette époque surent déjouer cet appel à la solidarité de classe des possédants. Le rapprochement du mouvement républicain et de fractions encore minoritaires de la classe ouvrière s'opéra dans les années suivantes, en particulier dans quelques grandes villes (Lyon, Paris) ou régions (Normandie, Franche-Comté) et dans les sociétés secrètes républicaines, comme la Société des droits de l'homme et celles qui lui succédèrent. Ouvrons le *Nouveau Catéchisme républicain* publié en 1833 dans *La Glaneuse*, organe populaire de Lyon⁽⁴⁾. Il propose en conclusion un programme qui constituera, jusqu'à la fin de la seconde République, le pacte d'alliance entre les républicains les plus avancés et les ouvriers les plus conscients : « Faire cesser graduellement l'abus de la rétribution prélevée par l'oisiveté et par l'exploitation de l'homme par l'homme [...], faire passer peu à peu, par la puissance des associations, les instruments de travail entre les mains de ceux qui les emploient [...], délivrer les travailleurs pauvres de la plus grande partie des impôts qui les accablent [...], les admettre à une représentation complète dans l'ordre politique qui leur permette de discuter eux-mêmes de leurs intérêts. » Il suggère enfin d'encourager le travail par diverses mesures et d'« organiser un bon système de crédit » qui permette au travailleur de fonder sa propre entreprise et d'acquérir ainsi son indépendance économique⁽⁵⁾.

Les rédacteurs de *La Glaneuse* expriment la conviction que ce programme ne peut être accompli sans un gouvernement républicain. Sous la monarchie de Juillet, alors que s'affirme, par l'intermédiaire de journaux comme *L'Atelier*, le sentiment de l'autonomie ouvrière, – autonomie de perspective comme d'organisation –, que Flora Tristan ou le cordonnier Ephrahem appellent les ouvriers à s'unir en dépassant les vieux clivages qui les divisent, ces revendications forment un ensemble cohérent, à la fois politique (le suffrage universel, des institutions républicaines) et social (une République démocratique et sociale). Il est vraisemblable que le souvenir, en milieu populaire, de la période montagnarde



COLLECTION IJH/SGT

Prise des Tuileries, 1848.

de la Révolution française, ravivé par maintes publications – notamment dans les milieux urbains où pénétrait le « néo-babouvisme »⁽⁶⁾ – a contribué à faciliter la réception de ce programme. Qu'il y eût à l'époque, parmi les républicains, des modérés qui n'entendaient pas aller aussi loin et pour qui le changement devait se réduire à la modification des institutions politiques n'est pas douteux. A la même époque également, bien des théoriciens socialistes ou communistes – que ce soient les saint-simoniens, les fouriéristes, ou même Proudhon ou Cabet – espéraient faire triompher la réforme sociale indépendamment du régime politique⁽⁷⁾, à la différence des néo-babouvistes qui attendaient tout de la prise insurrectionnelle, puis du contrôle du pouvoir d'Etat pour changer la société.

En février 1848, l'irruption de la seconde République crée une situation complètement nouvelle. Désormais, les ouvriers vont inscrire leur action dans une République existante. Les ouvriers parisiens ont contribué de façon décisive à la victoire de la République. Les premières décisions du régime (suffrage universel et droit au travail imposés par la pression ouvrière, liberté complète, de fait, d'association et de la presse, constitution de la commission du Luxembourg pour les travailleurs) paraissent incarner la réalisation du pacte d'alliance évoqué plus haut. Pourtant, les déceptions viendront rapidement.

Lors des élections à la Constituante d'avril 1848, les candidatures ouvrières, pourtant assez nombreuses, ne réussissent qu'exceptionnellement à percer. Mais surtout, la répression sanglante de l'insurrection ouvrière de juin, à l'annonce de la dissolution des Ateliers nationaux, révèle le fossé qui sépare la nouvelle République de la classe ouvrière. Certes, ce mouvement n'est que parisien et son impact n'a pas la même portée dans l'ensemble de la France mais, dans les années qui suivent, on assiste à un certain éclatement de l'action ouvrière. Une fraction du mouvement ouvrier participe aux efforts de la gauche républicaine et socialiste pour construire un mouvement démocrate-socialiste dès la fin de 1848, et surtout à l'occasion des élections de 1849.

(3) *Journal des débats, Paris, le 8 décembre 1831.*

(4) *Nouveau Catéchisme républicain* indiquant à tout citoyen ses droits, ses devoirs... par un prolétaire.

(5) *Retenons l'emploi de ce terme, bien avant sa reprise par Louis Blanc en 1839.*

(6) *C'est ainsi qu'on qualifia plus tard cette manifestation encore rudimentaire du communisme.*

Voir Mazauric (Claude), Babeuf. *Écrits, Le Temps des Cerises, 2009.*

(7) *Nouveau catéchisme républicain... op. cit. p. 81-83. Le programme démocrate socialiste pour les élections de 1849 s'inscrit absolument dans cette orientation.*



Léon Gambetta, républicain opportuniste.

(8) Un petit mouvement marseillais, qui n'a pas les mêmes origines, coïncide cependant avec celui de Paris.

(9) Sur l'audience du bonapartisme en milieu ouvrier, voir *Ménager* (Bernard), *Les Napoléon du peuple*, Aubier, 1988.

(10) Varlin (Eugène), « Les sociétés ouvrières », *La Marseillaise*, 11 mars 1870.

(11) Le programme de Belleville préconise l'abrogation de l'article 291 du code pénal sur les associations, l'instruction primaire gratuite laïque et obligatoire, la suppression des octrois, des gros traitements et des cumuls, la modification du système d'impôts, l'abolition des privilèges et des monopoles, et, de façon vague, des « réformes économiques » s'inspirant « du principe de justice et d'égalité sociale ». On est bien en deçà du programme démocrate-socialiste de 1849.

On envisageait alors la perspective d'une « République démocratique et sociale » qui romprait avec les orientations conservatrices de l'existante et prendrait des mesures en faveur des travailleurs (nationalisation de grands secteurs économiques, organisation du crédit, développement de l'instruction publique, grands travaux, liberté d'association). Ce projet connut un incontestable écho de masse dans des villes et des départements

peu touchés jusque-là par la contestation ouvrière. Par ailleurs, les idées de Proudhon critiquant avec âpreté les révolutions politiques inopérantes et appelant à bâtir un autre système économique en dehors de l'action politique ont une certaine audience. Enfin, une fraction du peuple ouvrier est séduite par le néobonapartisme de Louis-Napoléon⁽⁸⁾.

Le coup d'Etat louis-napoléonien du 2 décembre 1851 met fin à ce foisonnement. S'il a suscité – et c'est une nouveauté – une tentative de résistance à l'échelle nationale, notamment dans le Midi et le Centre, et non plus seulement à Paris, la participation des ouvriers au mouvement est limitée. A Paris, le mouvement n'entraîne que la minorité la plus politisée. De grandes villes ouvrières comme Lyon et Marseille, certes déjà frappées antérieurement, ne bougent pas. La plus vive résistance se manifeste dans des ensembles régionaux semi-ruraux influencés par la tradition républicaine.

Le Second Empire ouvre une période nouvelle pour le mouvement ouvrier. S'il acquiert une visibilité accrue et une indépendance plus marquée, c'est sous un régime autoritaire et personnel. Le quasi-anéantissement du parti républicain après le coup d'Etat n'empêche pas le mouvement ouvrier de se manifester dès 1853 par des grèves suscitées par la hausse des prix. En même temps, le développement rapide du capitalisme provoque l'accroissement en nombre et la diversification professionnelle et résidentielle de la classe ouvrière, qui pèse désormais d'un poids plus important dans la nation.

Grâce à la guerre d'Italie, conduite au nom de valeurs de la Révolution française, le régime impérial acquiert une certaine popularité dans le monde ouvrier⁽⁹⁾. Un peu plus tard, au début des années 1860, il tente de se rapprocher de la classe ouvrière en accordant le droit de grève et en favorisant l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Londres. Peu avant 1870, il tolérera la création de chambres syndicales. Quant au « parti » républicain, qui n'est encore qu'un

mouvement peu structuré, lorsqu'il commence à se manifester à nouveau, surtout lors des élections de 1863, il dirige ses critiques contre l'Empire, son autoritarisme, son militarisme, mais sans reprendre à son compte les orientations sociales qu'il avait adoptées en 1849.

Dans ce nouveau contexte, le rapport du mouvement ouvrier à l'idée républicaine et aux hommes qui l'incarnent fait problème. Les militants ouvriers cherchent plus que jamais à affirmer leur autonomie, craignant que les intérêts de classe des travailleurs ne soient effacés dans le grand rassemblement des républicains de toutes nuances. Le mouvement en faveur de candidatures ouvrières qui se développe en 1863 et 1864 est, à cet égard, très significatif⁽¹³⁾. En réclamant à deux reprises, à Paris en 1863 et 1864, des candidatures ouvrières distinctes de celles des opposants républicains, en élaborant à cette occasion le « Manifeste des soixante », Tolain et son groupe d'ouvriers parisiens ne visent pas seulement à mettre fin au monopole que la bourgeoisie républicaine exerce sur les candidatures démocratiques d'opposition. Il veut également signifier que les ouvriers ont des revendications propres qu'ils sont seuls capables de défendre efficacement, en tant que porte-parole. Mais ce mouvement, qui émane d'une fraction ouvrière particulièrement éclairée, est loin de pénétrer la masse de la population ouvrière des grandes villes qui soutient les candidats républicains et assure leur succès.

Il n'en reste pas moins vrai que, dès cette époque, la volonté d'autonomie ouvrière s'affirme clairement. Cette exigence apparaîtra avec force à l'occasion de la création de la Première Internationale, dont le manifeste proclame que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». La mise en œuvre d'un tel mot d'ordre dans la France du Second Empire ne va pas de soi et les hésitations d'un militant comme Eugène Varlin sont très significatives des interrogations qui traversent le mouvement ouvrier renaissant. Faut-il passer ou non par une révolution politique et par la République pour assurer l'émancipation sociale recherchée ? Varlin est très conscient que la révolution espérée ne peut se limiter à « un simple changement d'étiquette gouvernementale et à quelques réformes de détail ». Elle doit « changer la base des relations économiques ». Il imagine ainsi une société de producteurs associés dont les cellules de base seraient les sociétés ouvrières⁽¹⁰⁾. C'est dire que la vraie République est moins liée à une forme politique qu'à un contenu économique et social. Mais la première étape vers cet objectif ne doit-elle pas être le renversement de l'Empire, pour lequel l'alliance avec les républicains apparaît incontournable ? Une partie des militants populaires fidèles à l'idéal de 1848 ou communistes révolutionnaires partage ce point de vue.

En 1869, sensible à cette aspiration diffuse, Léon Gambetta, candidat républicain à Belleville, accepte le cahier de ses électeurs qui rassemble les revendications démocratiques et sociales les plus populaires parmi les milieux ouvriers parisiens⁽¹¹⁾. Celles-ci ne vont pas – loin

de là ! – jusqu’aux conceptions de Varlin. Entre ces deux orientations, qui ne sont pas totalement antagonistes mais qui diffèrent néanmoins par leur nature, l’ampleur des transformations à effectuer et la hiérarchie des préoccupations, le mouvement ouvrier devra choisir.

Quelle République (1870-1914)?

C’est une période nouvelle qui s’ouvre avec le renversement de l’Empire. La République est désormais le régime légal de la France, mais un régime lentement stabilisé et qui ne trouvera guère son régime de croisière qu’au début des années 1880, après l’échec des tentatives de restauration monarchique, puis d’infléchissement conservateur du régime par Mac Mahon, en 1877. Ce qui triomphe à cette date, c’est une République démocratique, certes, mais bourgeoise. La Commune de Paris, en 1871, a donné fugitivement et au seul plan parisien une image encore floue de ce que pourrait être une République sociale⁽¹²⁾. Même si la répression sanglante ne peut être mise sans réserve à l’actif de la République – puisque c’est une assemblée à majorité monarchiste qui, en 1871, l’a dirigée –, il est certain qu’elle a dissipé bien des illusions sur le régime républicain et certains de ses leaders, dont Jules Ferry. Cet épisode tragique figure dans la mémoire ouvrière comme un avertissement qui ne sera pas près d’être oublié.

Pourtant, ce qui reprend peu à peu vie après le drame de la Commune s’inscrit davantage dans la continuité des dernières années du Second Empire. Ce qui s’affirme à partir de 1880, c’est l’émergence d’un mouvement syndical désormais organisé à l’échelle nationale, la continuité d’un dynamisme ouvrier incarné par les grèves et l’émergence encore confuse de forces socialistes qui vont bientôt disputer aux formations républicaines (opportunistes ou radicales) la clientèle ouvrière. C’est enfin, avec la consolidation de la République, la tentative d’élaborer une politique sociale républicaine.

Dans cette nouvelle configuration, les forces ouvrières ne réagissent pas de façon uniforme. Une fraction, sans doute minoritaire mais très active, défend l’indépendance du mouvement ouvrier face à la fois à la République bourgeoise et aux efforts de séduction socialistes. Elle trouvera dans le proudhonisme et le syndicalisme révolutionnaire, d’inspiration anarchiste, des propositions pour un corps de doctrine, et dans la fédération des Bourses du travail, puis dans la CGT, des porte-parole. Cette fraction du mouvement ouvrier se situe en dehors de la République institutionnelle tant par les moyens d’action qu’elle prône – la grève qui pourrait un jour devenir générale et ainsi révolutionnaire, la contestation de la pratique électorale jugée mystificatrice – que par ses objectifs – une société de producteurs associés⁽¹³⁾. Mais elle refuse tout autant de se mettre à la remorque des leaders socialistes.

La Charte d’Amiens, motion du congrès de la CGT en 1906, trace une nette ligne de séparation entre l’ac-



COLLECTION IHS/CGT

Le 4 septembre 1870, la République triomphe.

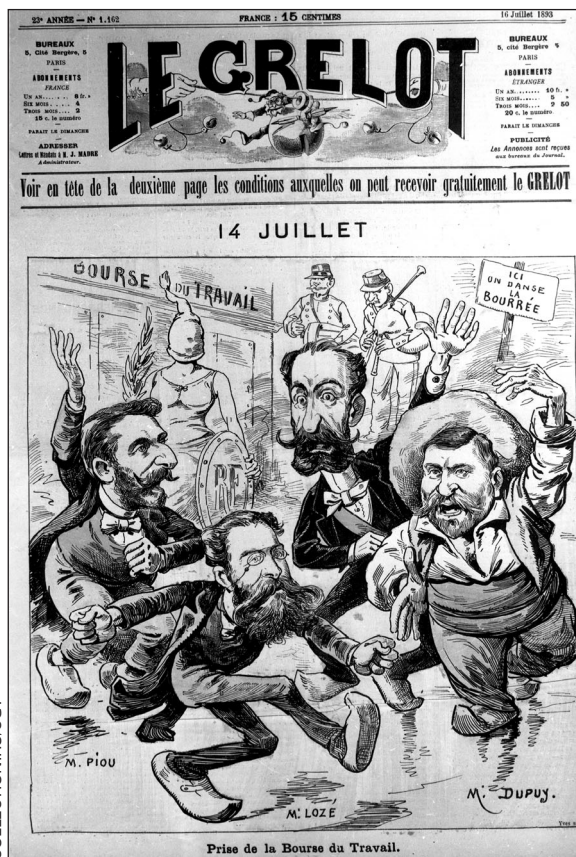
tion ouvrière et l’action socialiste. Une autre fraction sympathise avec les socialistes, s’inspire progressivement du marxisme et partage l’objectif d’une révolution sociale. Celle-ci peut découler d’un mouvement populaire révolutionnaire conquérant de haute lutte le pouvoir d’Etat et dont le mouvement socialiste assumerait la direction. Elle peut aussi s’incarner, comme le souhaitait Jaurès, dans « un effort continu de la classe ouvrière pour accroître sa puissance, pour développer ses garanties et pour étendre en même temps le domaine social et ses prises sur le domaine social », par une sorte d’« évolutionnisme révolutionnaire » associant l’action syndicale et l’action politique. Dans les deux cas, le but est bien de faire passer les grands moyens de production aux mains des travailleurs, en donnant ainsi à la République un nouveau contenu économique et social. « La Sociale » devient un idéal à atteindre.

Enfin, il ne faut pas méconnaître l’influence que continue d’exercer dans le monde ouvrier le personnel politique républicain ou radical. A cet égard, l’appel lancé à Jean Jaurès par les travailleurs de Carmaux, en 1893, à l’issue de leur longue grève, pour qu’il soit leur candidat à une élection législative partielle a valeur de symbole. Sans doute l’adoption par la République d’une législation sociale (loi sur l’inspection du travail et le travail des enfants, sur la mutualité, les retraites ouvrières...) est timide, lente, parfois très critiquée. Et ce fait légitime l’aspiration à un changement plus profond.

Pourtant, il est vraisemblable que même parmi les ouvriers qui vilipendaient les leaders socialistes ou ra-

(12) *La Commune a également fait l’objet de travaux sans nombre. Citons (sous la dir.) de Bruhat (Jean), Dautry (Jean), Tersen (Emile), La Commune de Paris, 1871, Editions sociales, 1971 ; Rougerie (Jacques), Paris libre, 1871, Seuil, 1971. Plus récents, Bidouze (René), La Commune de Paris telle qu’en elle-même. Une révolution sociale aux avant-postes de la République et des libertés municipales, Le Temps des cerises, 2005 ; Milza (Pierre), L’année terrible. La guerre franco-prussienne, septembre 1870-mars 1871, Perrin, 2009.*

(13) *Sur les conceptions du syndicalisme révolutionnaire, on peut lire, Julliard (Jacques), Ferdinand Pelloutier et les origines du syndicalisme d’action directe, Seuil, 1971 (nombreux textes significatifs) et Dubief (Henri), Le syndicalisme révolutionnaire, Armand Colin, coll. « U », 1969.*



COLLECTION IHS/CGT

En 1893, Charles Dupuy expulse les syndicats.

dicaux, il s'en trouvait un grand nombre qui votaient pour eux aux élections, contre la réaction, par anticléricalisme parfois, mais aussi par souci du moindre mal, manifestant un certain dédoublement de personnalité qui n'est pas si rare en politique. Malgré tout, à partir de 1900, les durs conflits qui opposent le mouvement ouvrier aux gouvernements républicains⁽¹⁴⁾ sont de nature à durcir l'opposition du mouvement ouvrier aux pratiques de la République bourgeoise. Du fait de sa politique répressive face aux grèves du début des années 1900, celle-ci paraît fermée à une vraie évolution. D'un autre côté, le conflit est patent entre les valeurs républicaines et celles que défend alors le syndicalisme révolutionnaire. Les républicains et aussi une large fraction des socialistes – Jaurès le premier, bien qu'il soit soucieux de garder le contact avec les aspirations ouvrières – récusent la critique acerbe de la démocratie représentative, le mépris du suffrage universel, l'insistance sur le rôle décisif des minorités actives et l'antipatriotisme, thèmes courants dans la propagande syndicale.

À la veille de la guerre de 1914, on voit cependant se rapprocher – la crainte de la guerre et les efforts de Jaurès y contribuent – le mouvement syndical et le mouvement socialiste. Alors que la CGT accroît ses effectifs, le Parti socialiste, unifié en 1905, est devenu une importante force politique nationale. Mais, en France, on n'assiste pas comme en Allemagne ou en Angleterre à une sorte d'intégration réciproque du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste. Les voies d'un aboutissement éventuel à la République sociale demeurent

distinctes. L'idée d'une autonomie de classe demeure très forte dans le monde ouvrier.

Le temps des réévaluations (1914-1939)

La guerre de 1914-1918, la Révolution bolchevique, puis l'avènement d'une République soviétique et, plus tard, la menace fasciste et l'évolution du syndicalisme engendrent des bouleversements dans la conception des rapports du mouvement ouvrier à la République. Un premier ralliement s'opère en 1914, quand la CGT et la SFIO, après l'assassinat de Jaurès, adhèrent à la défense nationale, dont l'un des thèmes majeurs sera que la lutte oppose les pays démocratiques – France et Angleterre – aux monarchies autoritaires d'Europe centrale. (Cet argument fait bon marché de l'engagement russe dans le conflit et ignore la place prise par le socialisme dans les États d'Europe centrale). Ce ralliement montre l'influence longtemps sous-estimée du patriotisme républicain parmi les dirigeants et cadres du mouvement ouvrier français. C'est une rupture radicale, plus tard jugée comme une trahison, avec les positions antérieures.

En revanche, la Révolution russe d'octobre-novembre 1917 ranime l'espérance de la République sociale, même si une fraction des anciens syndicalistes révolutionnaires conteste qu'elle corresponde à ce modèle parce qu'elle donne trop de place à l'État dans la transformation sociale. Le résultat est un reclassement général et la division du syndicalisme et du socialisme, à partir de 1920, entre deux partis et deux confédérations. Contrairement à l'avant-guerre, on assiste dans chaque tendance à une certaine osmose entre partis et syndicats. Pour le courant socialiste et cégétiste, même si le corps doctrinal n'est pas fondamentalement modifié, c'est de fait par une transformation progressive de la République bourgeoise, grâce à de larges nationalisations (thème qui devient prépondérant) et à un renforcement du rôle des syndicats dans le fonctionnement des entreprises et dans la vie sociale en général que s'opérera le passage vers une République sociale.

Le courant « CGT Unitaire » et communiste, dans sa diversité, envisage au contraire un passage révolutionnaire, à l'image de la Révolution soviétique qui sert désormais de modèle pour la mise en œuvre d'une nouvelle République (une République des soviets paysans et ouvriers). La division du syndicalisme se renforce encore avec l'apparition, en 1919, à l'échelle nationale d'un syndicalisme chrétien rallié à la République, inspiré par la doctrine sociale de l'Église définie par le pape Léon XIII en 1891, qui accepte l'idée de la collaboration des classes. Ce syndicalisme est considéré avec méfiance par les républicains, les socialistes et les syndicalistes laïques, tant à cause de son positionnement social que de son caractère clérical. Si cette division du mouvement ouvrier à propos de la République n'est pas nouvelle, elle apparaît bien plus prononcée qu'autrefois, parce que la Révolution soviétique a donné un corps précis à l'idée de

(14) Sur ces conflits, voir Juliard (Jacques), Clemenceau briseur de grèves. L'affaire de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges (1908), Juliard, coll. « Archives », 1965, et Duroselle (Jean-Baptiste), Clemenceau, Fayard, 1988, notamment p. 509-520.

République sociale et que la division oppose désormais, non pas syndicat d'une part et Parti socialiste de l'autre, mais deux tendances organisées en parti et syndicat.

C'est la montée des fascismes et leur traduction en France dans l'émeute du 6 février 1934 qui va modifier la donne. La défense de la République n'est plus seulement celle d'un régime politique dont beaucoup critiquent les défauts (qui alimentent les campagnes de l'extrême droite), mais celle des libertés fondamentales, en particulier la liberté d'organisation, d'expression et d'action syndicales conquises par une longue lutte. Cette défense commune permet la réunification syndicale de 1935, et aussi la participation de la CGT en tant que telle au rassemblement populaire préparatoire aux élections de 1936, qui verront la victoire du Front populaire⁽¹⁵⁾. Il s'agit à cet égard d'une grande nouveauté qui montre combien la réticence vis-à-vis de l'action politique a reculé en milieu syndical. Il est vrai aussi que la CGT, forte de centaines de milliers d'adhérents nouveaux, constitue désormais une force incontournable dont le patronat reconnaîtra de fait la puissance à l'occasion des grèves de 1936. Pour sa part, la CFTC, très minoritaire, n'adhère pas au Front populaire dont elle dénonce au contraire les orientations.

Même si, dans le grand mouvement de grève de 1936, une volonté révolutionnaire s'exprime parfois avec le slogan « *les soviets partout* », les revendications satisfaites aux accords Matignon sont uniquement corporatives, sociétales et sociales. Ce succès est néanmoins très important car il semble prouver que, dans le cadre de la République parlementaire, en associant la victoire politique d'une majorité de gauche et un puissant mouvement social enraciné sur le lieu de travail, il est possible d'obtenir d'importantes satisfactions pour les travailleurs, ce qui ne peut que consolider le régime. Sans doute, une minorité (libertaire, trotskiste) ne manquera pas de considérer qu'une occasion révolutionnaire a été manquée. En outre, les déceptions viendront assez vite avec la répression sévère de la grève de novembre 1938 contre les décrets-lois. Malgré tout, le modèle du Front populaire demeure présent dans la mémoire ouvrière et la large union antifasciste et démocratique constituée alors s'élargira plus tard, dans la Résistance. Cette fois, la perspective est celle d'un véritable renouveau républicain et d'une République à vocation sociale, perspective qu'incarnera en 1944 le programme du CNR, dont la remise en cause récente montre bien rétrospectivement le caractère progressiste et même révolutionnaire à certains égards.

Que conclure de ce rapide aperçu ? Entre le mouvement ouvrier et la République, il y a bien eu pendant plus d'un siècle un dialogue permanent, mais conflictuel. L'idée de République portait des aspirations sociales que pouvait épouser le mouvement ouvrier dès son origine, celle du « *bonheur commun* » affirmé dès la Révolution et réaffirmé par Babeuf, « *le tribun du peuple* ». Lorsque le mouvement ouvrier prit de la force, l'idée émergea



COLLECTIONIHS/CGT

Le 14 juillet 1936, place de la République, à Paris.

que ces aspirations ne pouvaient être satisfaites qu'à deux conditions : que la classe ouvrière devienne une force sociale autonome et suffisamment influente, et que l'organisation de la production soit complètement modifiée. Ce changement pouvait-il s'inscrire dans la forme républicaine fondée sur le suffrage universel, voire parlementaire et représentative, obtenue à la suite d'une longue lutte qui avait mobilisé les masses ouvrières ?

Sur ce point, le mouvement ouvrier divergea dans ses options. Une fraction active, certes, mais sans doute minoritaire, pensait pouvoir se passer d'un Etat et établir une société de producteurs associés. C'était à la limite faire disparaître l'idée même d'un Etat républicain. La « grève générale », idée séduisante parce que simple et radicale, paraissait le moyen de la conquête apocalyptique du pouvoir. Un autre courant imaginait plutôt un Etat républicain aux mains des travailleurs, que ce soit grâce à une véritable révolution politique ou par l'investissement progressif de la République bourgeoise par les forces socialistes et syndicales, un Etat dont le poids s'exercerait désormais en faveur des travailleurs et non plus de la bourgeoisie. Sur les détails de cette nouvelle société, les phases de transition, le maintien des anciennes formes politiques ou leur transformation, les avis pouvaient naturellement diverger. Une autre question se posait, celle de la coopération entre le syndicalisme et la force politique qui se proposait un idéal identique ou du moins proche de celui du mouvement ouvrier, le socialisme ou le communisme. Les hasards de l'histoire firent apparaître successivement plusieurs formes de rapport : la séparation absolue, une certaine symbiose, une coopération conditionnelle. Ces tâtonnements se sont prolongés au-delà de la Seconde Guerre mondiale. Mais c'est d'une nouvelle histoire qu'il s'agit.

Raymond HUARD/Claude MAZAURIC

(15) Sur le Front populaire, voir notamment Tartakowsky (Danielle), *Le Front populaire, la vie est à nous*, Gallimard, coll. « Découvertes », 1996, et Wolikow (Serge), *Le Front populaire en France*, Complexe, 1996.